

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[2004/201737]

Extrait de l'arrêt n° 99/2004 du 2 juin 2004

Numéro du rôle : 2729

En cause : le recours en annulation de l'article 437 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (retenue sur le montant de la prime Copernic), introduit par J. Lizen.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 juin 2003 et parvenue au greffe le 25 juin 2003, J. Lizen, faisant éléction de domicile à 1000 Bruxelles, place Fontainas 9-11, a introduit un recours en annulation de l'article 437 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (retenue sur le montant de la prime Copernic) (publiée au *Moniteur belge* du 31 décembre 2002).

(...)

III. *En droit*

(...)

B.1.1. La prime Copernic a été instaurée afin d'aligner le pécule de vacances des membres du personnel des niveaux 4, 3 et 2 des services publics fédéraux et parastataux sur le pécule de vacances des travailleurs du secteur privé. L'arrêté royal du 10 juillet 2002 accordant une prime Copernic à certains agents des administrations de l'Etat complète le pécule de vacances, en ce sens que le montant que les fonctionnaires se voient allouer au titre de pécule de vacances est porté à 92 p.c. du traitement mensuel brut.

B.1.2. L'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal précité dispose :

« Une retenue de 13,07 % est effectuée sur le montant de la prime. »

Ce pourcentage correspond à celui qui est retenu sur le pécule de vacances originaire en vertu de l'article 11bis de l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume.

B.1.3. Le requérant a introduit un recours devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté royal précité du 10 juillet 2002, arguant notamment de son inconstitutionnalité eu égard à l'article 170 de la Constitution, la « retenue » de 13,07 p.c. effectuée sur la prime Copernic étant, selon lui, un impôt qui ne pouvait être levé que par une loi.

B.2.1. L'article 437, actuellement attaqué, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 énonce :

« A partir de 2002, une retenue de 13,07 % est effectuée sur le montant de la prime Copernic accordée à certains agents des services publics selon les modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

L'article entrepris reproduit ainsi une disposition déjà contenue dans un arrêté royal.

B.2.2. L'objectif du législateur est expliqué comme suit dans les travaux préparatoires :

« Pour conserver le parallélisme absolu entre le pécule de vacances et la prime Copernic, il est proposé d'instaurer une retenue semblable de 13,07 % sur la prime [...]. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2002-2003, DOC 50-2124/029, p. 12)

En ce qui concerne la nature du prélèvement, il a été déclaré qu'elle était purement budgétaire (*ibid.*, p. 21).

B.2.3. La prétendue retenue ne présente aucune caractéristique d'un impôt ou d'une cotisation de sécurité sociale. Elle n'est rien d'autre qu'un abaissement du montant de la prime initialement prévue. La « retenue » n'a jamais fait partie du patrimoine des bénéficiaires. Son montant n'est ni accordé à un établissement de sécurité sociale ni attribué comme recette fiscale au Trésor public, au titre de précompte professionnel.

Les deuxième et troisième moyens, qui postulent que la retenue est un impôt, manquent de fondement.

B.3. Bien que l'on puisse considérer qu'il serait souhaitable, du point de vue de la cohérence de la réglementation, d'accorder directement la prime correspondant au montant visé et budgétisé, ce qui rend un prélèvement superflu, la Cour doit se limiter à contrôler le respect des dispositions constitutionnelles invoquées.

B.4. Dans le premier moyen, le requérant reproche à l'article 437 attaqué de se substituer à des dispositions réglementaires dont l'illégalité est dénoncée devant le Conseil d'Etat, empêchant celui-ci de statuer sur le litige qui lui est soumis. L'article 437 violerait ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 6.1 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à ladite Convention.

B.5.1. En reproduisant le contenu de l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 2002, la disposition attaquée ne peut en aucun cas mettre en cause des décisions passées en force de chose jugée. Elle pourrait cependant faire perdre l'intérêt qu'ont les parties qui ont attaqué devant le Conseil d'Etat l'article 6, alinéa 2, précité, à poursuivre les procédures qui n'ont pas donné lieu à une décision sur le fond passée en force de chose jugée.

B.5.2. Il s'ensuit que la disposition attaquée peut affecter les litiges en cours et porter ainsi atteinte à des garanties juridictionnelles au détriment de la catégorie de citoyens qui ont introduit de tels litiges.

B.5.3. Toutefois, il ne s'ensuit pas nécessairement que les articles 10 et 11 de la Constitution seraient violés.

B.6.1. La seule existence d'un recours devant le Conseil d'Etat contre une disposition d'un arrêté royal n'empêche pas que les dispositions de celui-ci puissent être refaites avant même qu'il ait été statué sur ce recours. C'est le cas en particulier lorsque le législateur entend exercer une compétence qui lui appartient.

B.6.2. Le législateur règle cependant en l'espèce une matière qui relève de la compétence du Roi. Les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution Lui réservent effectivement la compétence pour régler le statut des fonctionnaires de l'administration générale.

Certes, cette réserve de compétence fondée sur la Constitution ne vaut pas pour les fonctionnaires des services publics parastataux, mais, étant donné que le Roi pouvait se fonder, pour ce faire, sur des dispositions législatives organiques qui Lui confient le soin de régler le statut de ces membres du personnel, il n'est pas nécessaire de prévoir une base légale distincte pour la « retenue » en cause.

B.6.3. L'objectif invoqué dans les travaux préparatoires (B.2.2) visant à donner une base légale à l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 2002 ne saurait dès lors justifier la différence de traitement en ce qui concerne la garantie juridictionnelle accordée par l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Une telle « base légale » est du reste superflue dès lors que la Constitution elle-même, en ce qui concerne les emplois d'administration générale, et les lois organiques, en ce qui concerne les membres du personnel des autres établissements publics, habilite le Roi à fixer le statut pécuniaire des agents des pouvoirs publics et, partant, à déterminer le montant de la prime.

Enfin, la Cour n'aperçoit pas d'autres motifs impératifs d'intérêt général de nature à justifier, en l'espèce, l'intervention du législateur dans un litige pendant.

B.7. Le moyen doit être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 437 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 2 juin 2004.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[2004/201737]

Uittreksel uit arrest nr. 99/2004 van 2 juni 2004

Rolnummer 2729

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 437 van de programmawet (I) van 24 december 2002 (inhouding op het bedrag van de Copernicuspremie), ingesteld door J. Lizen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 juni 2003 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 juni 2003, heeft J. Lizen, die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Fontainasplein 9-11, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 437 van de programmawet (I) van 24 december 2002 (inhouding op het bedrag van de Copernicuspremie) (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002).

(...)

III. *In rechte*

(...)

B.1.1. De Copernicuspremie werd ingevoerd om het vakantiegeld van de personeelsleden van de niveaus 4, 3 en 2 van de federale en parastatale overheidsdiensten af te stemmen op het vakantiegeld van de werknemers uit de privé-sector. Het koninklijk besluit van 10 juli 2002 tot toekenning van een Copernicuspremie aan sommige personeelsleden van de rijksbesturen vult het vakantiegeld aan, waardoor het bedrag dat de ambtenaren als vakantiegeld uitgekeerd krijgen op 92 pct. van de brutomaandwedde wordt gebracht.

B.1.2. Artikel 6, tweede lid, van het voormelde koninklijk besluit bepaalt :

« Op het bedrag van de premie wordt een inhouding van 13,07 % verricht. »

Dat percentage stemt overeen met het percentage dat krachtens artikel 11*bis* van het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur op het oorspronkelijke vakantiegeld wordt ingehouden.

B.1.3. De verzoekende partij heeft tegen het voormelde koninklijk besluit van 10 juli 2002 voor de Raad van State een beroep ingesteld, waarbij zij onder meer de ongrondwettigheid ervan ten aanzien van artikel 170 van de Grondwet aanvoert, doordat de « inhouding » van 13,07 pct. op de Copernicuspremie volgens haar een belasting is die uitsluitend bij een wet kon worden geheven.

B.2.1. Het thans bestreden artikel 437 van de programmawet (I) van 24 december 2002 bepaalt :

« Vanaf 2002 wordt een inhouding van 13,07 % verricht op het bedrag van de Copernicuspremie toegekend aan sommige personeelsleden van de overheidsdiensten, volgens de nadere regels bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. »

Het bestreden artikel neemt aldus een bepaling over die reeds in een koninklijk besluit vervat is.

B.2.2. In de parlementaire voorbereiding wordt de bedoeling van de wetgever als volgt uiteengezet :

« Voor het behoud van een absoluut parallelisme tussen het vakantiegeld en de Copernicuspremie, dient een gelijkaardige inhouding van 13,07 % op de [premie] toegepast te worden [...]. » (*Parl. St.*, Kamer, 2002-2003, DOC 50-2124/029, p. 12)

In verband met de aard van de « inhouding » werd verklaard dat hij louter budgettair was (*ibid.*, p. 21).

B.2.3. De zogenaamde inhouding vertoont geen enkel kenmerk van een belasting of een sociale zekerheidsbijdrage. Zij is niet anders dan een verlaging van het bedrag van de initieel in het vooruitzicht gestelde premie. De « inhouding » heeft nooit deel uitgemaakt van het patrimonium van de begunstigden. Het bedrag ervan wordt noch toegekend aan een instelling van sociale zekerheid, noch, via de bedrijfsvoorheffing, als fiscale ontvangst toegewezen aan de schatkist.

Het tweede en het derde middel van de verzoekende partij, die ervan uitgaan dat de inhouding een belasting is, missen grondslag.

B.3. Hoewel het wenselijk kan worden geacht, vanuit het oogpunt van een coherente regelgeving, rechtstreeks de premie toe te kennen die overeenstemt met het beoogde en gebudgetteerde bedrag, waardoor een heffing overbodig wordt, dient het Hof zich te beperken tot de toetsing van de naleving van de aangevoerde grondwetsbepalingen.

B.4. In het eerste middel verwijt de verzoekende partij het bestreden artikel 437 dat het reglementaire bepalingen vervangt waarvan de onwettigheid voor de Raad van State wordt aangeklaagd, waardoor deze zou worden belet uitspraak te doen over het aan hem voorgelegde geschil. Artikel 437 zou aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6.1 en 13 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, schenden.

B.5.1. Door de inhoud van artikel 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 2002 over te nemen kan de bestreden bepaling geenszins beslissingen in het geding brengen die in kracht van gewijsde zijn gegaan. Zij zou echter tot gevolg kunnen hebben dat de partijen die het voormelde artikel 6, tweede lid, voor de Raad van State hebben aangevochten, hun belang verliezen om de procedures voort te zetten die geen aanleiding hebben gegeven tot een beslissing ten gronde die in kracht van gewijsde is gegaan.

B.5.2. Daaruit volgt dat de bestreden bepaling gevolgen kan hebben voor hangende rechtsgedingen en op die manier afbreuk kan doen aan jurisdictionele waarborgen in het nadeel van de categorie van burgers die zulke geschillen aanhangig hebben gemaakt.

B.5.3. Daaruit volgt echter niet noodzakelijk dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet geschonden zouden zijn.

B.6.1. Het loutere bestaan van een beroep voor de Raad van State tegen een bepaling van een koninklijk besluit verhindert niet dat de bepalingen ervan kunnen worden overgedaan voordat over dat beroep uitspraak is gedaan. Dat is inzonderheid het geval wanneer de wetgever een bevoegdheid uitoefent die hem toekomt.

B.6.2. Te dezen regelt de wetgever evenwel een aangelegenheid die tot de bevoegdheid van de Koning behoort. De artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet behouden Hem immers de bevoegdheid voor om het statuut van de ambtenaren bij het algemeen bestuur te regelen.

Dat op de Grondwet steunende bevoegheidsvoorbehoud geldt weliswaar niet voor de ambtenaren van de parastatale overheidsdiensten, maar aangezien de Koning Zich hiervoor kon baseren op organieke wetsbepalingen die Hem de zorg toevertrouwen om het statuut van die personeelsleden te regelen, is het niet noodzakelijk om voor de in het geding zijnde « inhouding » in een afzonderlijke wettelijke basis te voorzien.

B.6.3. De in de parlementaire voorbereiding aangevoerde doelstelling (B.2.2) om aan artikel 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 2002 een wettelijke basis te geven, kan derhalve het verschil in behandeling wat de jurisdictionele waarborg betreft die bij artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State is toegekend, niet verantwoorden.

Een dergelijke « wettelijke basis » is overigens overbodig nu de Grondwet zelf, wat de ambtenaren bij het algemeen bestuur betreft, en de organieke wetten, wat de personeelsleden van andere openbare instellingen betreft, de Koning machtigen om het pecuniair statuut van het overheidspersoneel vast te stellen en derhalve om het bedrag van de premie te bepalen.

Ten slotte ziet het Hof geen andere dwingende motieven van algemeen belang om te dezen het optreden van de wetgever in een hangend rechtsgeding te verantwoorden.

B.7. Het middel dient te worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 437 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 2 juni 2004.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[2004/201737]

Auszug aus dem Urteil Nr. 99/2004 vom 2. Juni 2004

Geschäftsverzeichnisnummer 2729

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 437 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 (Einbehaltung vom Betrag der Kopernikusprämie), erhoben von J. Lizen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 24. Juni 2003 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. Juni 2003 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob J. Lizen, der in 1000 Brüssel, place Fontainas 9-11, Domizil erwählt, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 437 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 (Einbehaltung vom Betrag der Kopernikusprämie) (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. Dezember 2002).

(...)

III. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1.1. Die Kopernikusprämie wurde eingeführt, um das Urlaubsgeld der Personalmitglieder der Stufen 4, 3 und 2 der föderalen und halbstaatlichen öffentlichen Dienste dem Urlaubsgeld der Arbeitnehmer des Privatsektors anzupassen. Der königliche Erlaß vom 10. Juli 2002 zur Gewährung einer Kopernikusprämie für gewisse Bedienstete der Staatsverwaltung ergänzt das Urlaubsgeld in dem Sinne, daß der Betrag, den die Beamten als Urlaubsgeld erhalten, auf 92% des monatlichen Bruttogehalts angehoben wird.

B.1.2. Artikel 6 Absatz 2 des obengenannten königlichen Erlasses besagt:

«Auf den Betrag der Prämie wird eine Einbehaltung von 13,07% vorgenommen.»

Dieser Prozentsatz entspricht demjenigen, der auf das ursprüngliche Urlaubsgeld einbehalten wird aufgrund von Artikel 11bis des königlichen Erlasses vom 30. Januar 1979 über die Bewilligung eines Urlaubsgeldes an Bedienstete der allgemeinen Verwaltung des Königreiches.

B.1.3. Die klagende Partei hat eine Klage beim Staatsrat gegen den obengenannten königlichen Erlaß vom 10. Juli 2002 eingereicht, indem sie insbesondere dessen Verfassungswidrigkeit hinsichtlich des Artikels 170 der Verfassung anführte, da die auf die Kopernikusprämie vorgenommene «Einbehaltung» von 13,07% nach ihrem Dafürhalten eine Steuer sei, die nur durch ein Gesetz habe erhoben werden können.

B.2.1. Der nunmehr angefochtene Artikel 437 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 besagt:

«Ab 2002 wird eine Einbehaltung von 13,07 % des Betrags der Kopernikusprämie, die gewissen Bediensteten des öffentlichen Dienstes gewährt wird, vorgenommen, nach den vom König durch einen im Ministerrat beratenen Erlaß festgelegten Modalitäten.»

Der angefochtene Artikel übernimmt somit eine Bestimmung, die bereits in einem königlichen Erlaß enthalten war.

B.2.2. In den Vorarbeiten wird das Ziel des Gesetzgebers wie folgt erläutert:

«Um eine absolute Parallelität zwischen dem Urlaubsgeld und der Kopernikusprämie zu wahren, wird vorgeschlagen, eine ähnliche Einbehaltung von 13,07% der Prämie einzuführen [...]» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2002-2003, DOC 50-2124/029, S. 12)

Bezüglich der Beschaffenheit der «Einbehaltung» wurde erklärt, sie sei lediglich haushaltstechnischer Art (ebenda, S. 21).

B.2.3. Die sogenannte Einbehaltung weist keinerlei Merkmal einer Steuer oder eines Sozialversicherungsbeitrags auf. Sie ist nichts anderes als eine Senkung des Betrags der ursprünglich vorgesehenen Prämie. Die «Einbehaltung» war nie Bestandteil des Vermögens der Empfänger. Ihr Betrag wird weder einer Einrichtung der sozialen Sicherheit gewährt noch der Staatskasse als Steuereinnahme in Form eines Berufssteuervorabzugs zugeführt.

Der zweite und der dritte Klagegrund, in denen angeführt wird, die Einbehaltung sei eine Steuer, entbehren einer Grundlage.

B.3. Obschon man davon ausgehen kann, daß es aus dem Blickwinkel der Kohärenz der Regelung wünschenswert wäre, direkt die Prämie in der vorgesehenen und im Haushalt eingetragenen Höhe zu gewähren, so daß eine Einbehaltung überflüssig würde, muß der Hof sich darauf beschränken, die Einhaltung der angeführten Verfassungsbestimmungen zu prüfen.

B.4. Im ersten Klagegrund bemängelt die klagende Partei, der angefochtene Artikel 437 trete an die Stelle von Verordnungsbestimmungen, deren Gesetzswidrigkeit vor dem Staatsrat angeprangert werde, so daß dieser daran gehindert werde, über die ihm unterbreitete Streitsache zu befinden. Artikel 437 verstoße somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 6 Absatz 1 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention sowie mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention.

B.5.1. Indem die angefochtene Bestimmung den Inhalt von Artikel 6 Absatz 2 des königlichen Erlasses vom 10. Juli 2002 übernimmt, kann sie auf keinen Fall Entscheidungen in Frage stellen, die Rechtskraft erlangt haben. Sie könnte jedoch das Interesse der Parteien, die vor dem Staatsrat den obenerwähnten Artikeln 6 Absatz 2 angefochten haben, an der Weiterführung der Verfahren aufheben, die nicht zu einer rechtskräftigen Entscheidung zur Hauptsache geführt haben.

B.5.2. Folglich kann die angefochtene Bestimmung sich auf schwebende Streitsachen auswirken und somit Rechtsprechungsgarantien zum Nachteil der Kategorie von Bürgern, die solche Streitsachen anhängig gemacht haben, beeinträchtigen.

B.5.3. Daraus ergibt sich jedoch nicht notwendigerweise ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

B.6.1. Das bloße Bestehen einer Klage vor dem Staatsrat gegen eine Bestimmung eines königlichen Erlasses verhindert nicht, daß dessen Bestimmungen erneut aufgegriffen werden können, bevor über diese Klage geurteilt wurde. Dies ist insbesondere der Fall, wenn der Gesetzgeber eine ihm obliegende Zuständigkeit auszuüben gedenkt.

B.6.2. Der Gesetzgeber regelt im vorliegenden Fall jedoch einen Sachbereich, für den der König zuständig ist. Die Artikel 37 und 107 Absatz 2 der Verfassung behalten Ihm nämlich die Zuständigkeit vor, das Statut der Beamten der allgemeinen Verwaltung zu regeln.

Dieser Zuständigkeitsvorbehalt auf der Grundlage der Verfassung gilt zwar nicht für die Beamten der halbstaatlichen öffentlichen Dienste, doch da der König sich hierzu auf organisierende Gesetzesbestimmungen stützen konnte, die es Ihm anvertrauen, das Statut dieser Personalmitglieder zu regeln, ist es nicht notwendig, eine unterschiedliche gesetzliche Grundlage für die beanstandete «Einbehaltung» vorzusehen.

B.6.3. Die in den Vorarbeiten angeführte Zielsetzung (B.2.2), Artikel 6 Absatz 2 des königlichen Erlasses vom 10. Juli 2002 eine gesetzliche Grundlage zu verleihen, kann folglich nicht den Behandlungsunterschied in bezug auf die durch Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat gebotene Rechtsprechungsgarantie rechtfertigen.

Eine solche «gesetzliche Grundlage» ist im übrigen überflüssig, da die Verfassung selbst hinsichtlich der Beamten der allgemeinen Verwaltung und die organisierenden Gesetze hinsichtlich der Personalmitglieder der anderen öffentlichen Einrichtungen den König ermächtigen, das Besoldungsstatut der Bediensteten des öffentlichen Dienstes festzulegen und somit den Betrag der Prämie zu bestimmen.

Schließlich erkennt der Hof keine anderen zwingenden Gründe allgemeinen Interesses, die im vorliegenden Fall das Eingreifen des Gesetzgebers in eine schwebende Streitsache rechtfertigen könnten.

B.7. Der Klagegrund ist annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 437 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002 für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 2. Juni 2004.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.